

L'eau et l'assainissement demeurent des défis majeurs en Afrique, surtout pour les citoyens ruraux et pauvres

Dépêche No. 784 d'Afrobarometer | Mohammed Najib Ben Saad, George William Kayanja et Stevenson Male Ssevume

Résumé

L'eau potable et l'assainissement sont essentiels à la santé de tous les Africains ainsi qu'au développement social et économique de leurs pays, et pourtant des millions de personnes n'y ont pas accès (Union Africaine, 2023 ; Organisation Mondiale de la Santé, 2023).

En dépit de l'engagement des gouvernements en faveur des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, la plupart des pays sont loin d'atteindre leur objectif consistant à garantir la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous (Nations Unies, 2015, 2023 ; Union Africaine, 2015, 2023).



L'urgence de garantir la sécurité de l'eau est accrue par les effets des changements climatiques, notamment les sécheresses prolongées qui menacent l'agriculture ainsi que l'approvisionnement en eau des ménages (Mumssen, 2022 ; Malpass & Sall, 2022).

Les dernières enquêtes Afrobarometer réalisées dans 39 pays africains révèlent peu de progrès vers l'objectif de l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement. L'approvisionnement en eau arrive quatrième parmi les problèmes les plus importants auxquels les Africains veulent que leur gouvernement s'attaque. Environ un sur quatre citoyens déclarent que leurs foyers ont souvent manqué d'eau potable au cours de l'année écoulée. Seule une minorité d'Africains bénéficient d'un accès à l'eau courante et à un système d'assainissement, les populations rurales et pauvres souffrant de désavantages remarquables. Une majorité croissante de répondants considère les prestations de leur gouvernement en matière d'eau et d'assainissement peu satisfaisantes.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains, relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et des dates des travaux de terrain.)

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer réalisent des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un taux de confiance de 95%.

Cette analyse repose sur 53.444 entretiens dans 39 pays sondés. Les données sont pondérées de façon à obtenir des échantillons nationaux représentatifs. Pour les moyennes multi-pays, tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

Résultats clés

- En moyenne, à travers 39 pays, l'approvisionnement en eau arrive quatrième parmi les problèmes les plus importants auxquels les Africains veulent que leur gouvernement s'attaque, derrière le chômage, la gestion de l'économie et la santé.
 - L'eau dépasse tous les autres problèmes au Bénin et au Mozambique, et arrive en deuxième position en Guinée, au Niger, au Congo-Brazzaville, en Tanzanie, au Togo, en Ethiopie et en Namibie.
 - L'approvisionnement en eau est particulièrement préoccupant pour les habitants des zones rurales et les pauvres, qui souffrent de désavantages majeurs pour tous les indicateurs de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.
- Presque six Africains sur 10 (56%) disent que leur ménage a connu une pénurie d'eau potable au cours de l'année précédente, dont 24% qui disent que cette situation s'est produite « plusieurs fois » ou « toujours ».
- Parmi les zones de dénombrement (ZD) visitées par les équipes de terrain d'Afrobarometer, 56% disposaient d'un système d'eau courante. Moins d'un tiers des ZD disposaient d'un système d'eau au Zimbabwe (27%), au Malawi (28%), au Mozambique (28%), au Libéria (28%) et en Guinée (29%).
 - En moyenne, quatre répondants sur 10 déclarent disposer de l'eau courante dans leur logement (27%) ou dans leur concession (13%), tandis qu'un tiers environ dépendent principalement d'un robinet public ou d'une borne-fontaine (17%) ou d'un puits tubulaire ou d'un forage (16%). Un sur cinq personnes dépendent de l'eau de puits (14%) ou encore des eaux de ruissellement (5%).
- Moins d'un tiers (31%) des ZD sondées disposent de systèmes d'égouts, cette proportion variant de 5% au Malawi à 79% en Tunisie.
- Un tiers (34%) des répondants disposent de toilettes à domicile, tandis que 39% disposent d'installations à l'extérieur de leur logement mais au sein de leur concession. Un sur cinq personnes (19%) dépendent de toilettes situées à l'extérieur de leur concession, et 8% déclarent ne pas avoir accès à des toilettes ou à des latrines.
- Seulement 38% des citoyens évaluent positivement les services publics de distribution d'eau et d'assainissement de leur gouvernement.

L'approvisionnement en eau, une priorité pour les pays africains

En moyenne, à travers les 39 pays sondés, l'approvisionnement en eau occupe la quatrième place parmi les problèmes les plus importants auxquels les citoyens estiment que leurs gouvernements doivent s'attaquer (Figure 1). Cité par 22% des répondants parmi leurs trois priorités, l'approvisionnement en eau vient après le chômage (33%), la gestion de l'économie (29%) et la santé (29%) et à égalité avec les infrastructures/routes (22%) dans la liste des priorités politiques des citoyens.

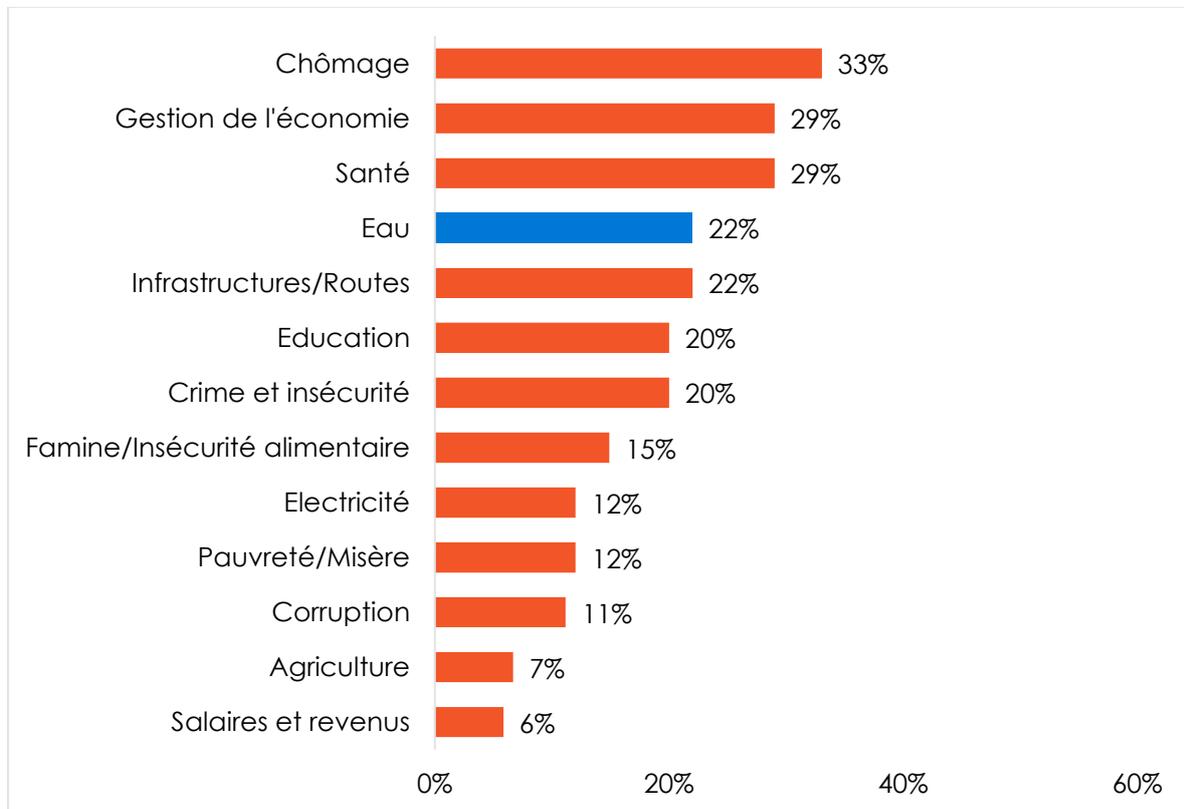
Le niveau de préoccupation concernant l'approvisionnement en eau varie considérablement d'un pays à l'autre (Figure 2). Environ la moitié (49%) des Guinéens

classent l'eau parmi les problèmes les plus importants de leur pays, alors que pratiquement aucun Seychellois ne partage cette perception.

Au niveau national, l'eau dépasse tous les autres problèmes au Bénin (43%) et au Mozambique (37%) ; elle arrive en deuxième position en Guinée, au Niger, au Congo-Brazzaville, en Tanzanie, au Togo, en Ethiopie et en Namibie ; et en troisième position en Côte d'Ivoire et en Ouganda.

L'approvisionnement en eau est une préoccupation bien plus importante dans les zones rurales que dans les villes (29% contre 14%) et parmi les citoyens les plus pauvres (32%) par rapport aux répondants aisés (8%)¹ (Figure 3). Les répondants sans instruction formelle sont presque trois fois plus nombreux que ceux qui ont fait des études supérieures de considérer l'approvisionnement en eau comme un problème urgent nécessitant l'intervention des pouvoirs publics (32% contre 12%).

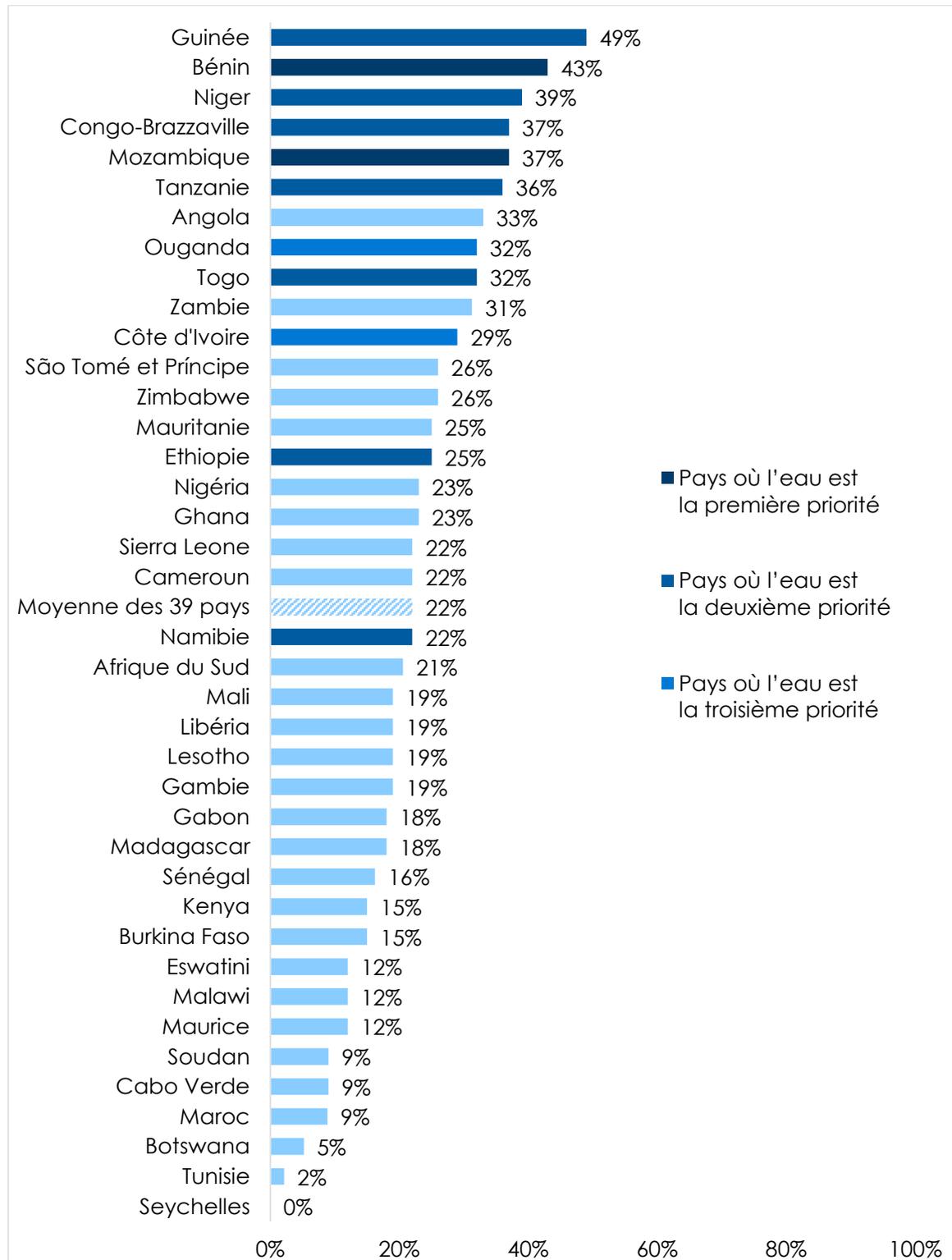
Figure 1 : Les plus importants problèmes | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)

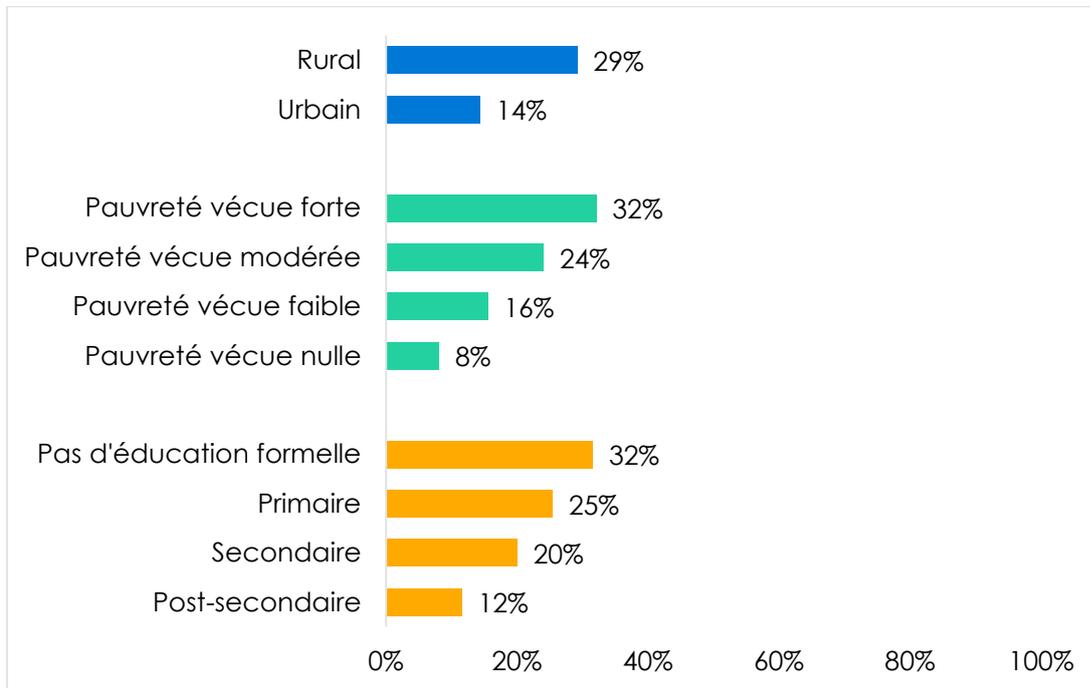
¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 2 : L’approvisionnement en eau, une priorité absolue | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent l'eau parmi leurs trois priorités.)

Figure 3 : L’approvisionnement en eau, une priorité absolue | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



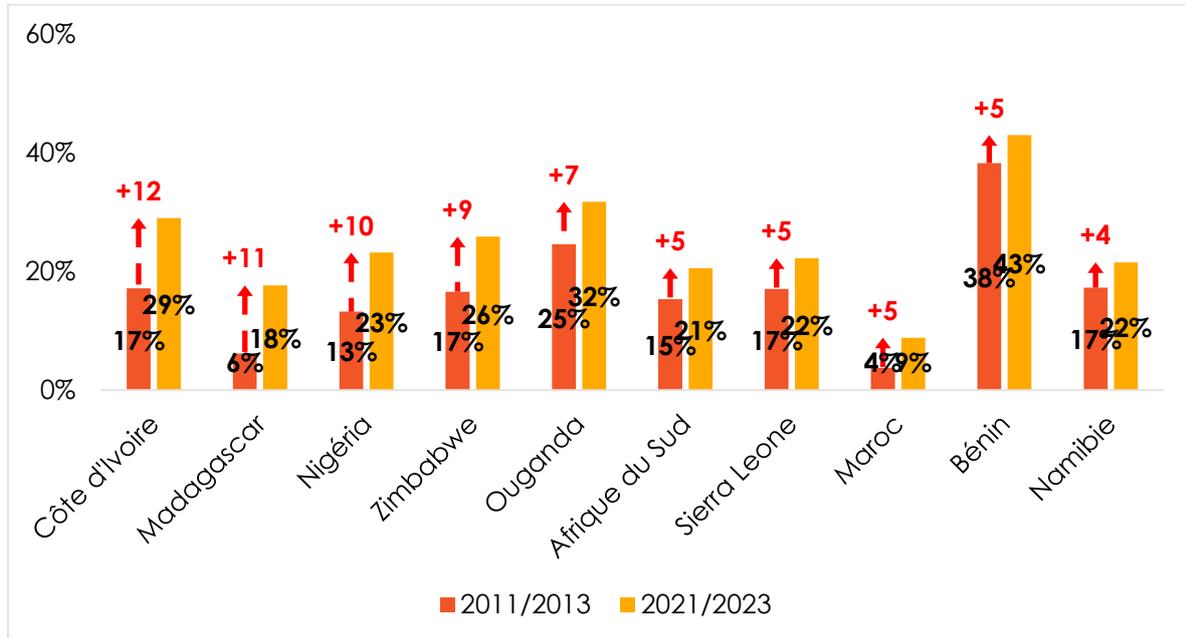
Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent l'eau parmi leurs trois priorités.)

Entre les rounds d'enquête de 2011/2013 et 2021/2023, 12 pays n'enregistrent pas de variation significative (de plus de 3 points de pourcentage) de la proportion des citoyens qui classent l'approvisionnement en eau comme une priorité absolue. Mais 10 pays affichent une hausse significative des inquiétudes des citoyens, au premier rang desquels la Côte d'Ivoire (+12 points de pourcentage), Madagascar (+11), le Nigéria (+10), le Zimbabwe (+9%) et l'Ouganda (+7) (Figure 4).²

Parallèlement, la proportion des répondants qui considèrent l'approvisionnement en eau comme l'un des problèmes les plus importants de leur pays a régressé dans neuf pays (Figure 5), dont une chute de 36 points de pourcentage au Burkina Faso, où l'approvisionnement en eau est désormais devancé par la criminalité/l'insécurité (53%) et la guerre civile (16%), ainsi que par la santé, le déficit alimentaire, la gestion de l'économie et le chômage.

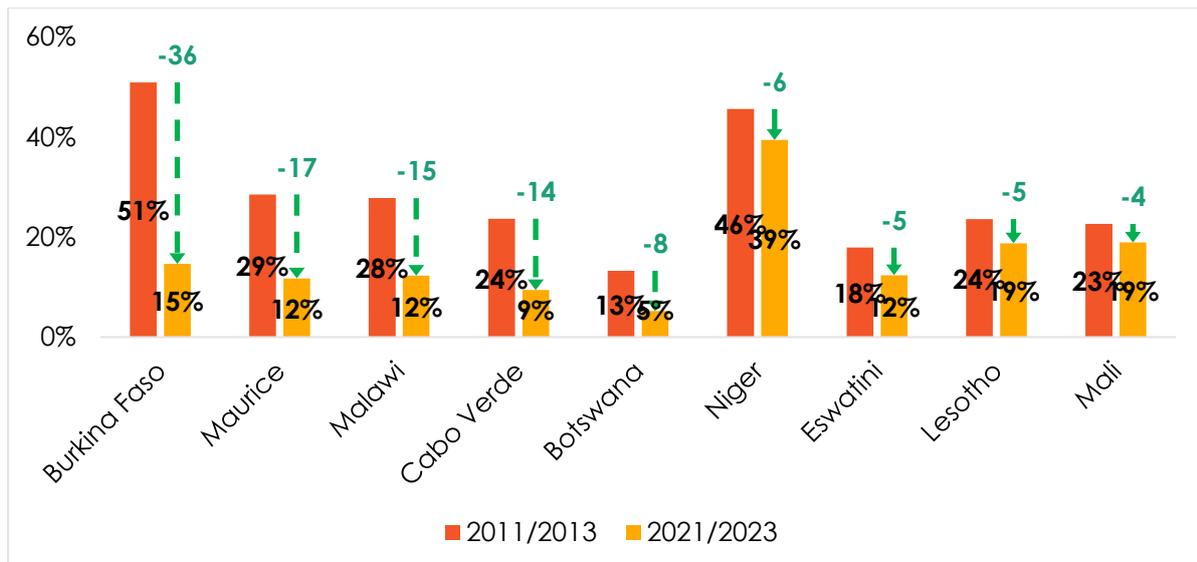
² En raison des arrondis, la variation en points de pourcentage peut être inférieure ou supérieure d'un point à ce que reflètent les pourcentages arrondis. Par exemple, pour Madagascar, la différence entre 6% et 18% (tous deux arrondis) est de 11 points de pourcentage.

Figure 4 : Augmentation de la priorité accordée à l’approvisionnement en eau
 | 10 pays | 2011-2023



Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s’attaquer ? (Jusqu’à trois réponses par personne. La figure montre l’évolution, en points de pourcentage, entre les cycles d’enquête de 2011/2013 et 2021/2023 de la proportion de personnes interrogées qui citent l’approvisionnement en eau comme l’une de leurs priorités.)

Figure 5 : Diminution de la priorité accordée à l’approvisionnement en eau
 | 9 pays | 2011-2023

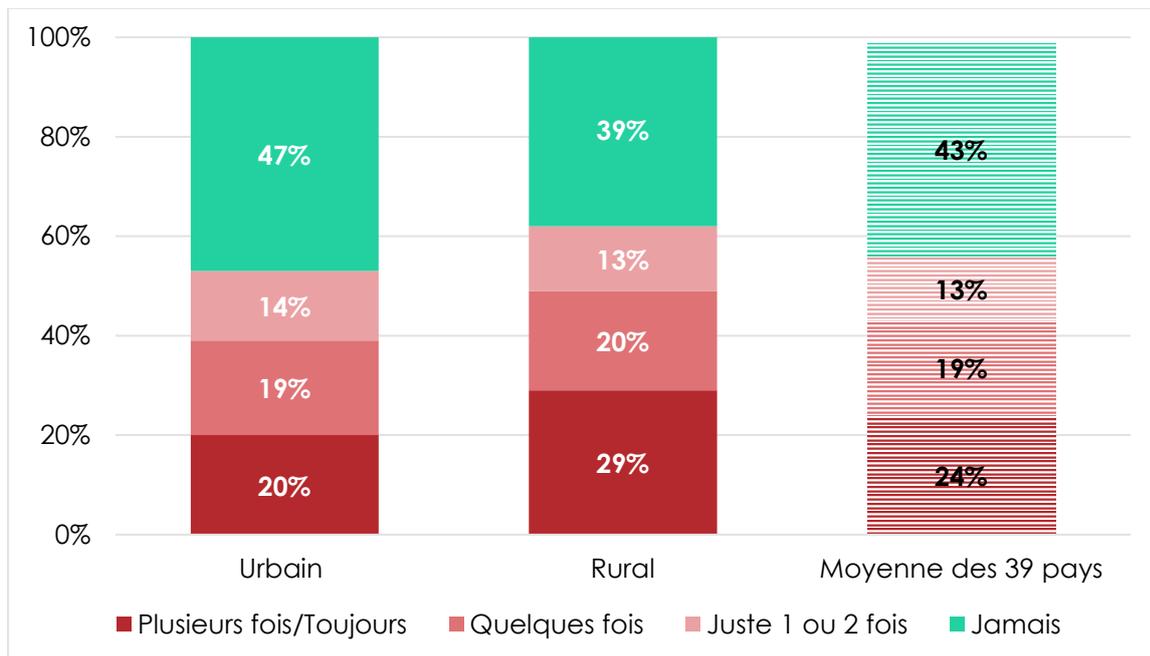


Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s’attaquer ? (Jusqu’à trois réponses par personne. La figure montre l’évolution, en points de pourcentage, entre les cycles d’enquête de 2011/2013 et 2021/2023 de la proportion de personnes interrogées qui citent l’approvisionnement en eau comme l’une de leurs priorités.)

Accès à l'eau potable

Confirmant l'urgence d'une action gouvernementale pour assurer un approvisionnement régulier en eau potable à tous les citoyens, en moyenne plus de la moitié (56%) des répondants à travers 39 pays déclarent que leur ménage a manqué d'eau potable au moins une fois au cours de l'année précédant l'enquête, dont 24% qui affirment que cela s'est produit « plusieurs fois » ou « toujours » (Figure 6). Les fréquentes pénuries d'eau (plusieurs fois/toujours) sont plus courantes dans les zones rurales (29%) que dans les villes (20%).

Figure 6 : Avoir manqué d'eau potable | par milieu de résidence urbain-rural
 | 39 pays | 2021/2023

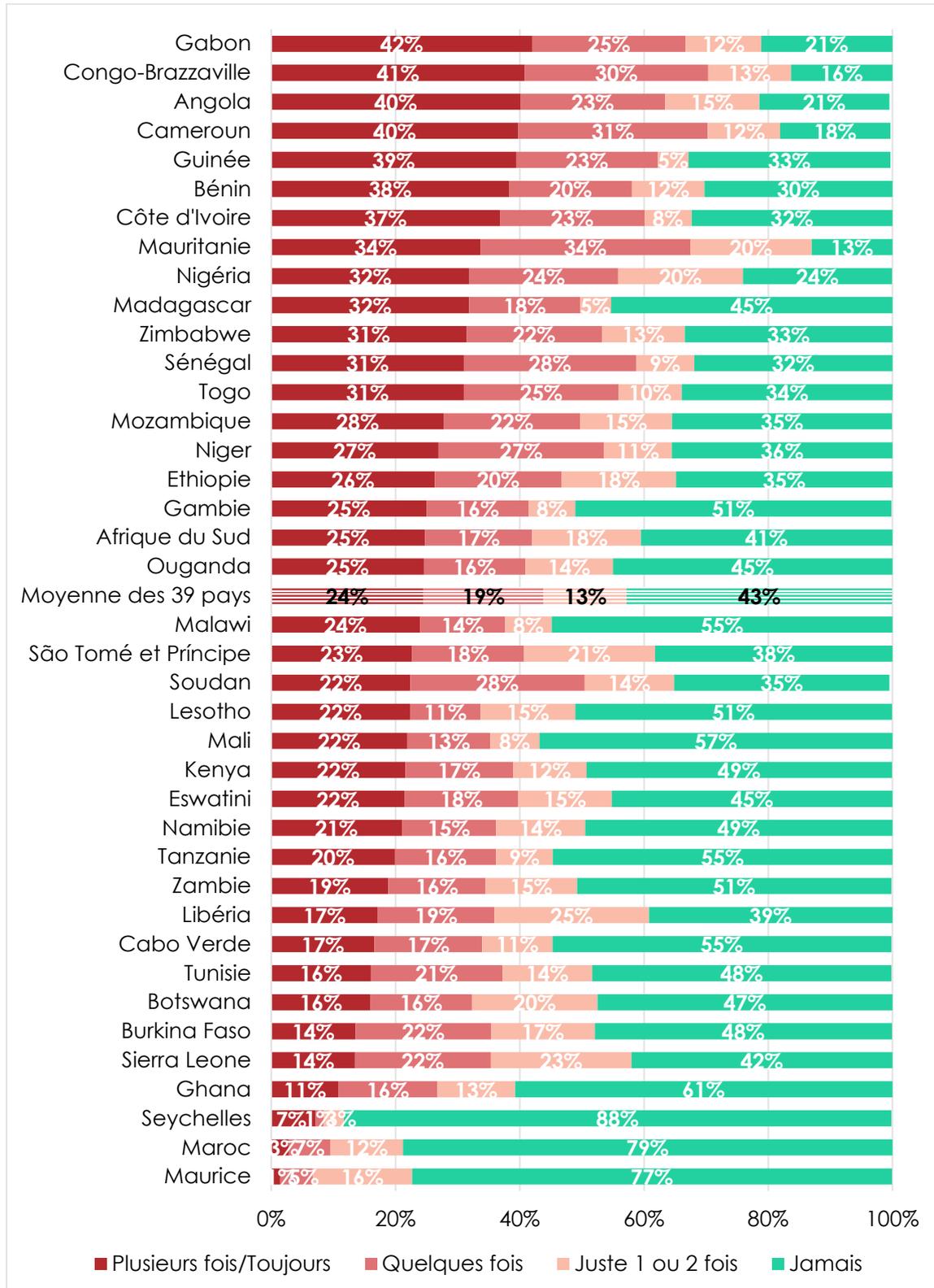


Question posée aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez dû manquer d'eau potable pour les besoins domestiques ?

Si très peu de citoyens déclarent avoir manqué d'eau à Maurice (1%) et au Maroc (3%), au moins quatre sur 10 ont souffert de fréquentes pénuries d'eau au Gabon (42%), au Congo-Brazzaville (41%), en Angola (40%) et au Cameroun (40%) (Figure 7). Moins d'un sur cinq répondants n'ont « jamais » souffert de pénuries d'eau en Mauritanie (13%), au Congo-Brazzaville (16%) et au Cameroun (18%).

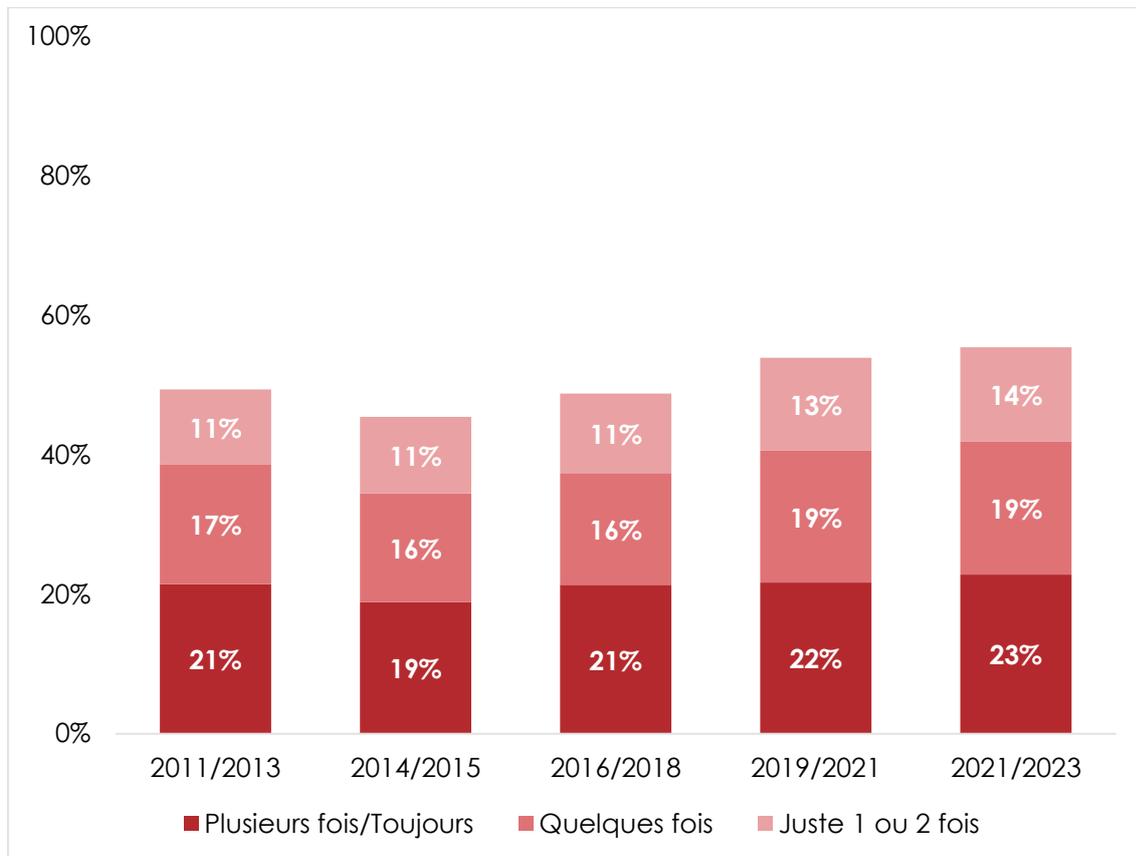
La situation s'est aggravée au cours de la dernière décennie. En moyenne, à travers les 30 pays régulièrement sondés depuis 2011/2013, la proportion des répondants confrontés à des pénuries d'eau a légèrement régressé en 2014/2015, mais s'est lentement accrue depuis – passant de 45% à 55% de ceux qui ont manqué d'eau au moins une fois, et de 19% à 23% de ceux qui en ont manqué fréquemment (Figure 8).

Figure 7 : Avoir manqué d'eau potable | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez dû manquer d'eau potable pour les besoins domestiques ?

Figure 8 : Avoir manqué d'eau potable | 30 pays | 2011-2023



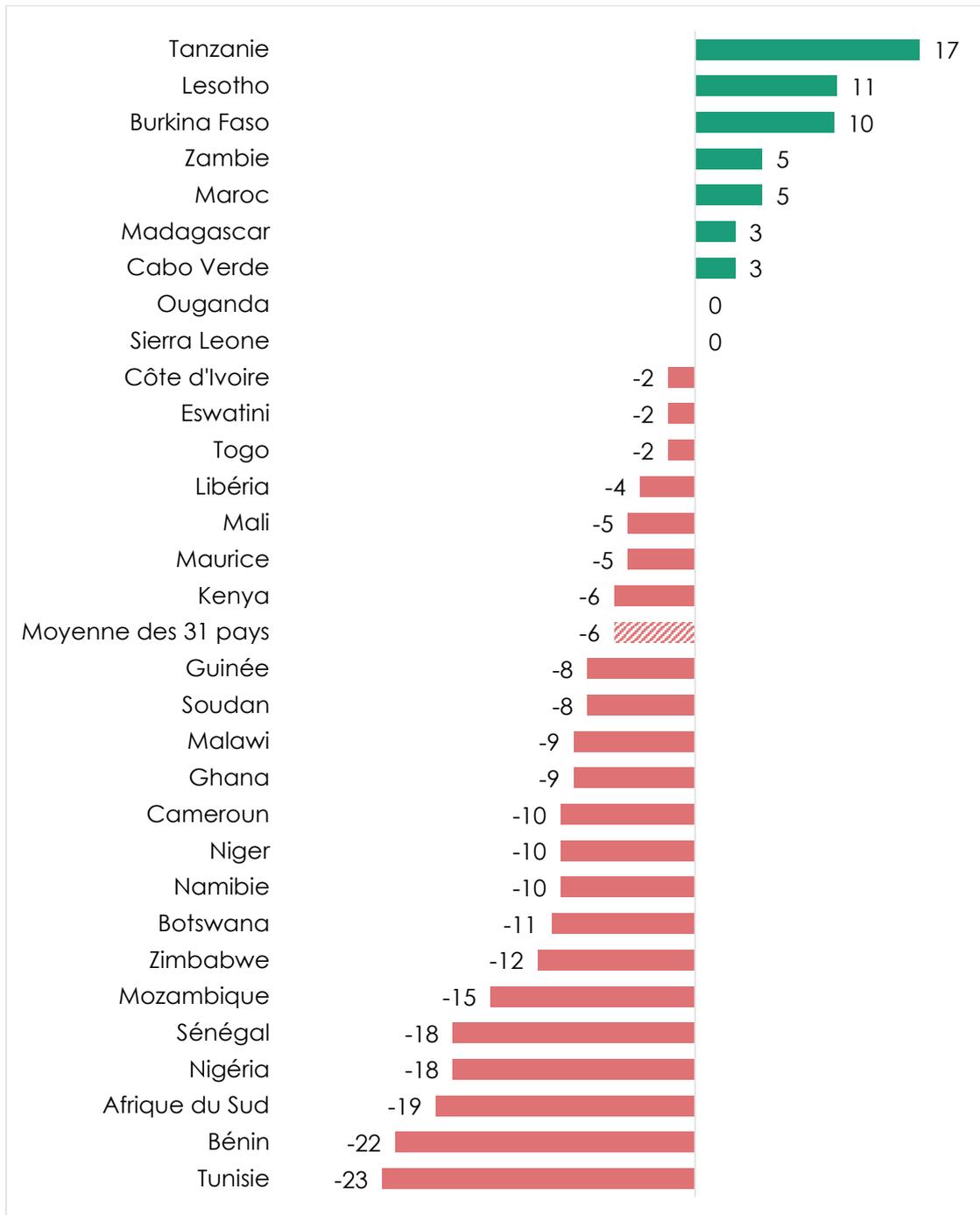
Question posée aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez-dû manquer d'eau potable pour les besoins domestiques ?

La proportion des ménages qui n'ont « jamais » connu de pénurie d'eau a baissé de manière significative (de plus de 3 points de pourcentage) dans 19 pays, en tête desquels la Tunisie (-23 points de pourcentage) et le Bénin (-22) (Figure 9).

Seuls cinq pays enregistrent des progrès de plus de 3 points de pourcentage dans les ménages qui disposent toujours d'une quantité suffisante d'eau propre : la Tanzanie (+17 points), le Lesotho (+11), le Burkina Faso (+10), la Zambie (+5) et le Maroc (+5).

Faites votre propre analyse des données Afrobarometer - quels que soient la question, le pays et le round d'enquête. C'est facile et gratuit sur www.afrobarometer.org.online-data-analysis.

Figure 9 : Changements du taux de répondants n'ayant « jamais » manqué d'eau potable | 31 pays* | 2011-2023



Question posée aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez dû manquer d'eau potable pour les besoins domestiques ? (La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre les cycles d'enquête de 2011/2013 et 2021/2023 de la proportion de personnes interrogées qui déclarent n'avoir « jamais » manqué d'eau potable au cours de l'année précédente.)

* Madagascar, inclus dans cette comparaison de 31 pays entre le Round 5 et le Round 9 d'Afrobarometer, n'est pas inclus dans la comparaison au fil du temps de 30 pays dans la Figure 8 car Afrobarometer n'a pas été en mesure d'enquêter à Madagascar lors du Round 8 (2019/2021).

Infrastructures d'eau dans la zone de dénombrement

Il est plus facile d'obtenir un approvisionnement régulier en eau potable dans les zones desservies par des infrastructures d'eau. Les équipes de terrain d'Afrobarometer notent la présence ou l'absence des infrastructures d'eau, d'assainissement et autres dans chaque zone de dénombrement (ZD) qu'elles visitent.³

En moyenne, à travers les 39 pays, les équipes de terrain ont constaté que 56% des communautés visitées disposaient d'un système d'adduction d'eau « accessible à la plupart des foyers ». Tel était le cas dans la quasi-totalité des ZD aux Seychelles et à Maurice, mais dans moins d'un tiers des ZD au Zimbabwe (27%), au Malawi (28%), au Mozambique (28%), au Libéria (28%) et en Guinée (29%) (Figure 10).

Les équipes ont également observé la présence de forages ou de puits tubulaires dans 56% des ZD en moyenne, de 3% aux Seychelles à 98% au Burkina Faso (non illustré).

En combinant ces données, nous constatons que 85% des ZD visitées disposaient d'eau courante ou de forages/puits tubulaires, ou encore des deux. Cette proportion atteint 90% ou plus dans 15 pays, mais descend jusqu'à 53% à Madagascar et 58% en Ethiopie.

Comme on pourrait s'y attendre, l'eau courante est beaucoup moins présente dans les zones rurales que dans les villes (32% vs. 82%), tandis que les forages/puits sont plus souvent présents dans les zones rurales (63% vs. 48%) (Figure 11). Les répondants les plus pauvres sont les moins susceptibles de vivre dans des zones desservies par un système d'eau courante (44%, contre 84% des répondants les plus aisés) et les plus susceptibles de disposer d'un forage ou d'un puits tubulaire à proximité (61%, contre 37% des répondants sans expérience de pauvreté vécue).

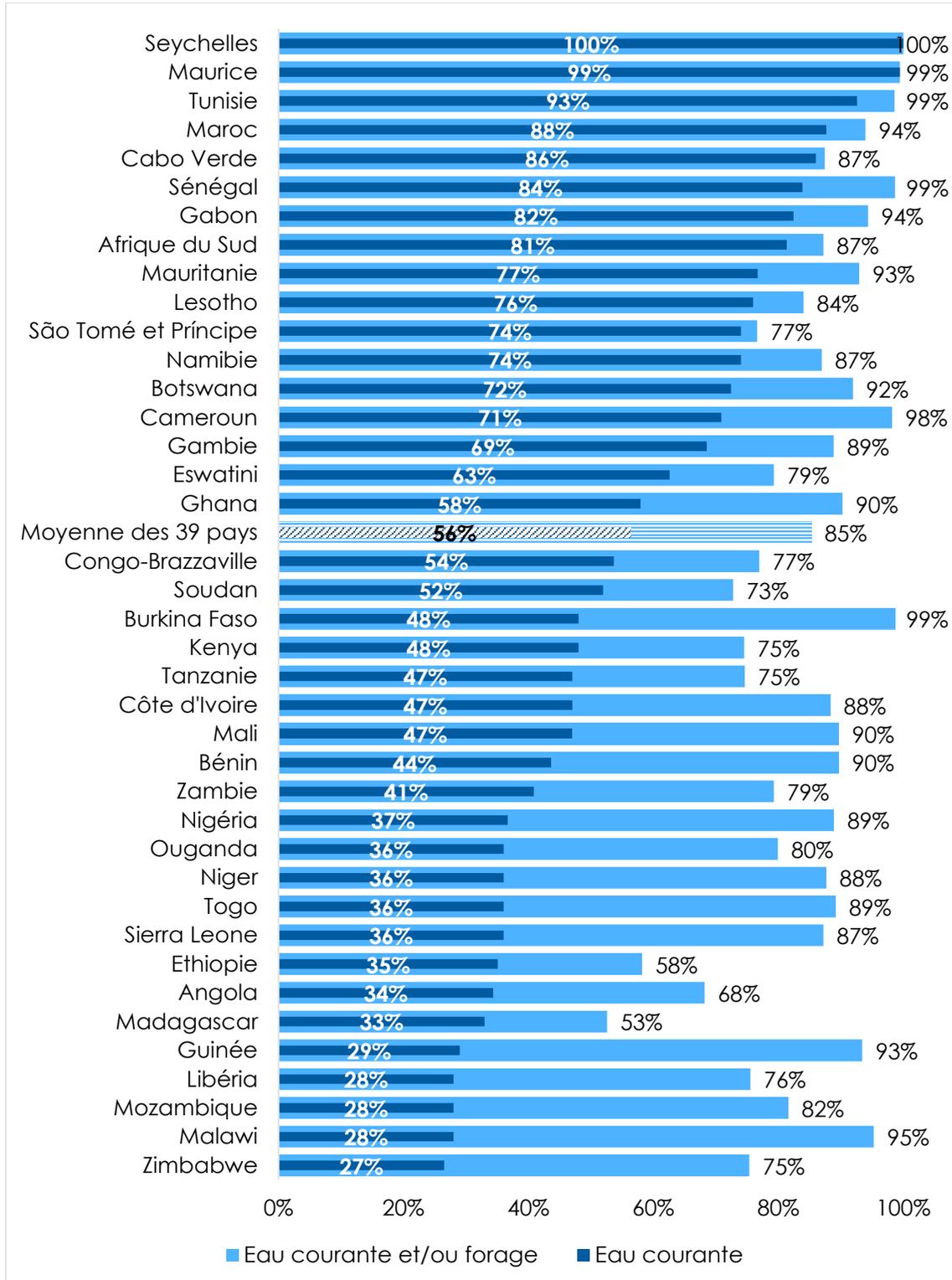
A la question de savoir quelle est leur principale source d'eau pour l'usage domestique, en moyenne un quart environ (27%) des répondants déclarent qu'il s'agit d'eau courante à l'intérieur de leur habitation, tandis que 13% disent utiliser de l'eau courante à l'intérieur de leur concession, leur parcelle ou leur enceinte (Figure 12). Un tiers environ des répondants dépendent principalement d'un point d'eau public ou d'une borne-fontaine (17%) ou d'un puits tubulaire ou d'un forage (16%), tandis que près d'un sur cinq utilisent principalement de l'eau provenant d'un puits ou des eaux à ciel ouvert (par exemple d'une rivière, d'un barrage, d'un lac, etc.).

Confirmant les observations des équipes de terrain d'Afrobarometer en ce qui concerne les infrastructures, l'eau courante est une source principale beaucoup plus courante dans les villes que dans les zones rurales (43% contre 12%) et parmi les répondants aisés par rapport aux plus pauvres (65% contre 14%) (Figure 13). La présence de canalisations d'eau dans la concession ou l'habitation est également plus fréquente dans les villes que dans les zones rurales, mais moins fréquente dans les ménages plus aisés que dans les ménages plus pauvres.

La plupart des autres sources sont plus largement utilisées par les ménages ruraux et pauvres que par les ménages urbains et aisés.

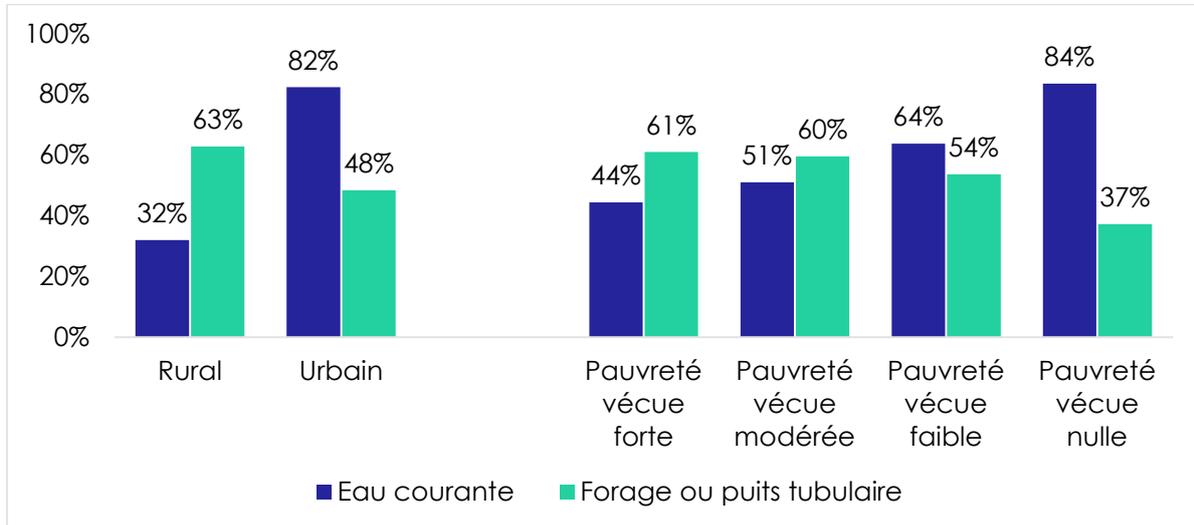
³ Les échantillons Afrobarometer sont basés sur une sélection de zones de dénombrement (ZD) tirées au sort dans le cadre du recensement national. Les équipes d'enquêteurs visitent généralement entre 150 (pour les enquêtes avec N=1.200) et 300 (pour les enquêtes avec N=2.400) ZD. En raison de la taille réduite des échantillons, la marge d'erreur sur les résultats rapportés ici est plus élevée que pour les résultats obtenus lors d'entretiens individuels.

Figure 10 : Eau courante et forage/puits dans la zone de dénombrement
 | 39 pays | 2021/2023



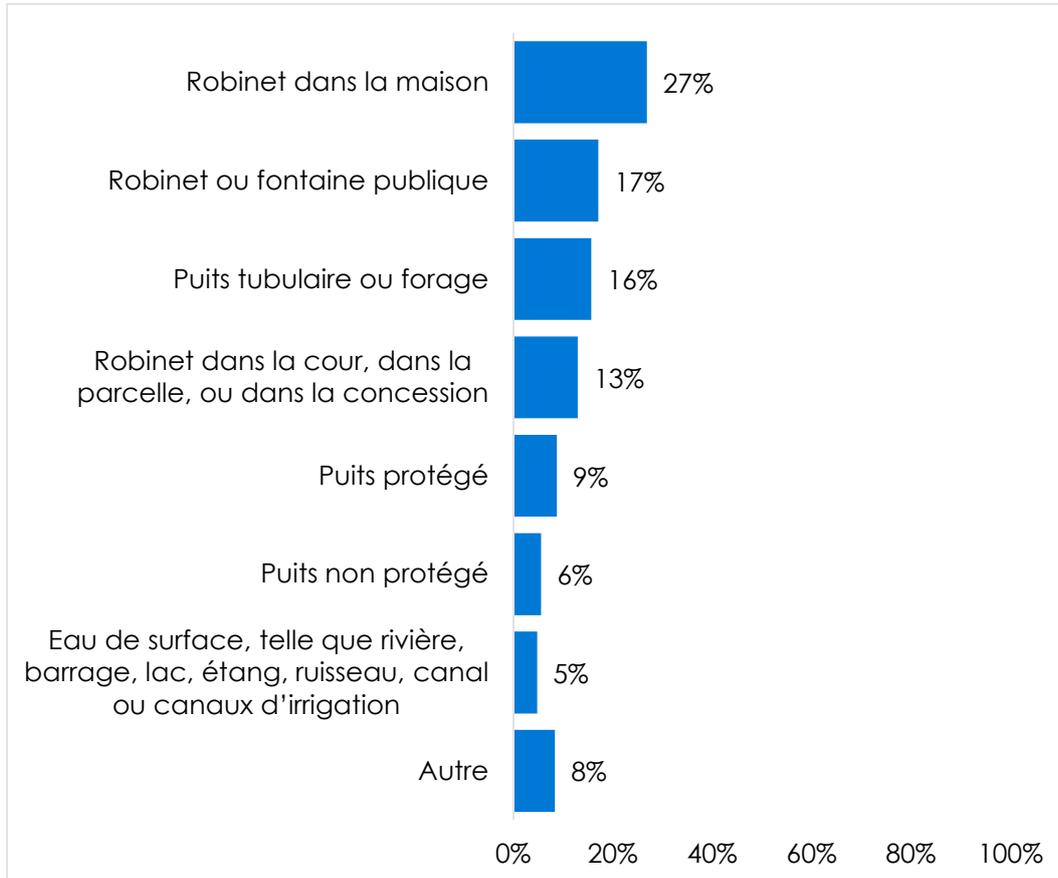
Questions posées aux enquêteurs : Les services suivants sont-ils présents dans l'unité d'échantillonnage primaire/zone de dénombrement : Un système d'adduction d'eau accessible à la plupart des maisons ? Forage ou puits tubulaire ? (% « oui »)

Figure 11 : Système d'adduction d'eau et forage/puits tubulaire dans la zone de dénombrement | par milieu de résidence urbain-rural et pauvreté vécue | 39 pays | 2021/2023



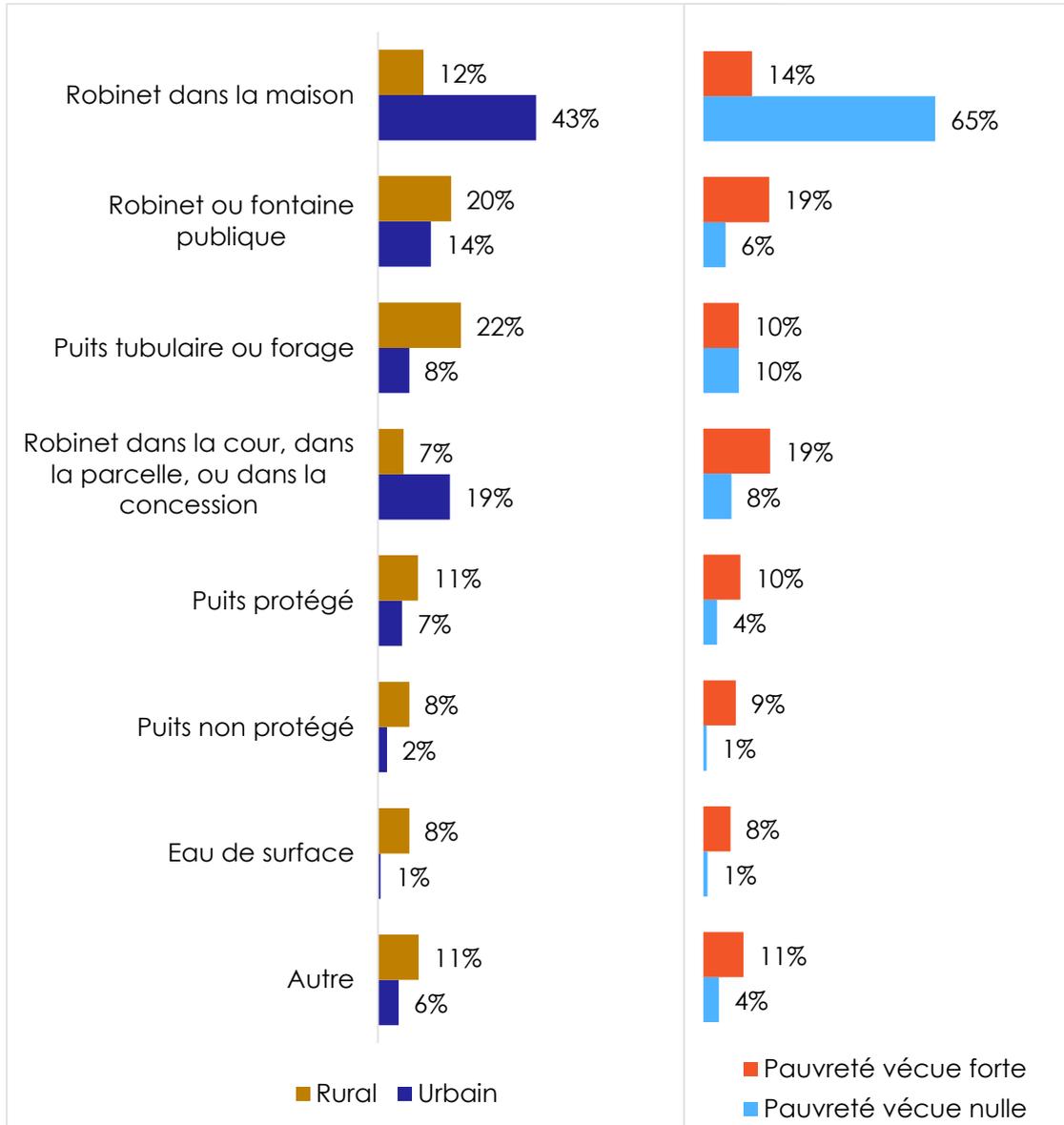
Questions posées aux enquêteurs : Les services suivants sont-ils présents dans l'unité d'échantillonnage primaire/zone de dénombrement : Un système d'adduction d'eau accessible à la plupart des maisons ? Forage ou puits tubulaire ? (% qui disent « oui »)

Figure 12 : Principale source d'eau pour l'usage domestique | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Quelle est votre principale source d'eau à usage domestique ?

Figure 13 : Principale source d'eau pour l'usage domestique | par milieu de résidence urbain-rural et pauvreté vécue | 39 pays | 2021/2023



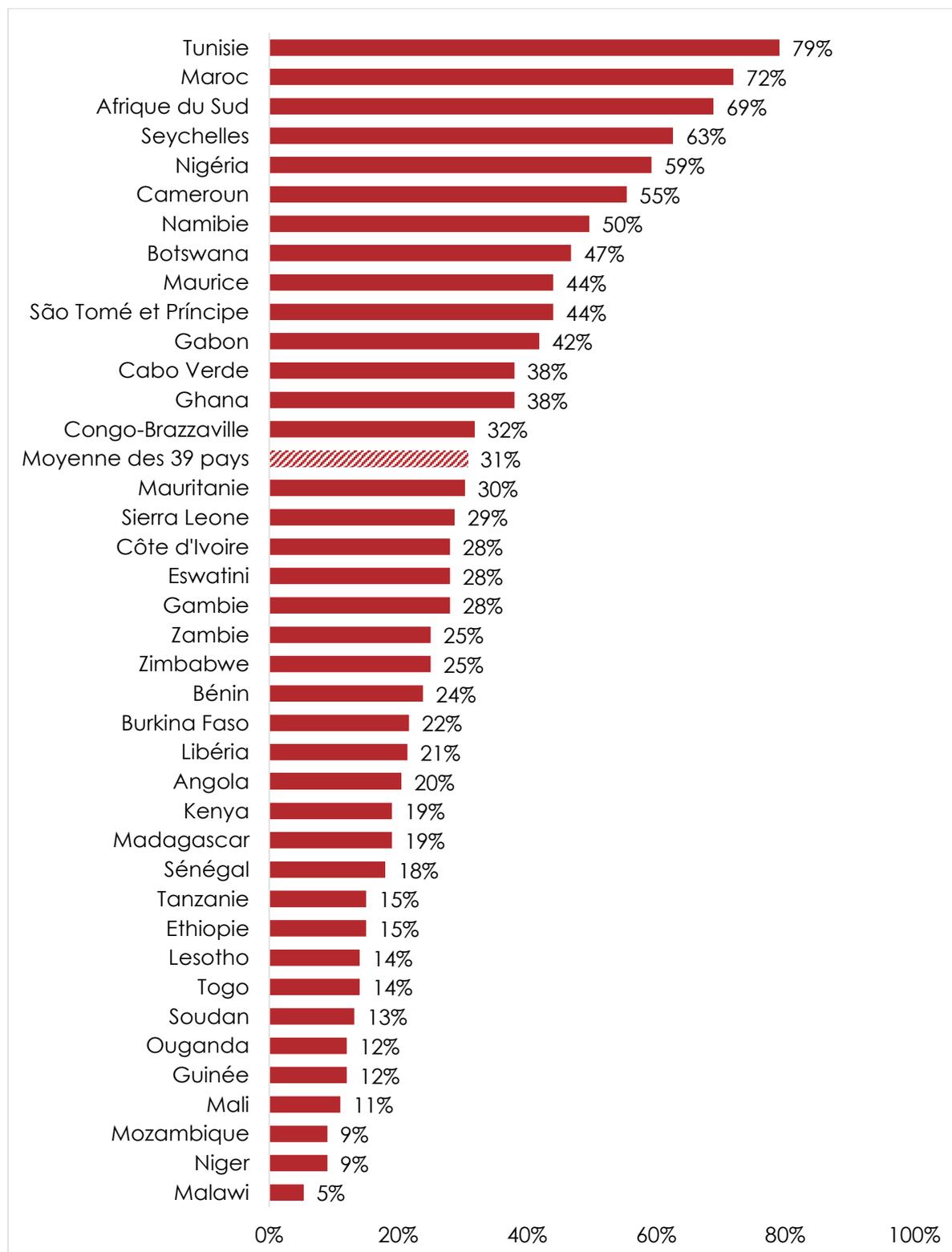
Question posée aux répondants : Quelle est votre principale source d'eau à usage domestique ?

Les égouts et l'accès aux toilettes

Outre l'eau potable, la protection de la santé des Africains passe par une gestion efficace des déchets humains, comme le soulignent l'Agenda 2063 et les ODD (Union Africaine, 2015 ; Nations Unies, 2015). En moyenne, à travers 39 pays, moins d'un tiers (31%) des citoyens vivent dans des communautés dotées de systèmes d'égouts accessibles à la plupart des ménages.

Les infrastructures d'assainissement varient considérablement d'un pays à l'autre, de moins d'une ZD sur 10 au Malawi (5%), au Niger (9%) et au Mozambique (9%) à plus de deux tiers en Afrique du Sud (69%), au Maroc (72%) et en Tunisie (79%) (Figure 14).

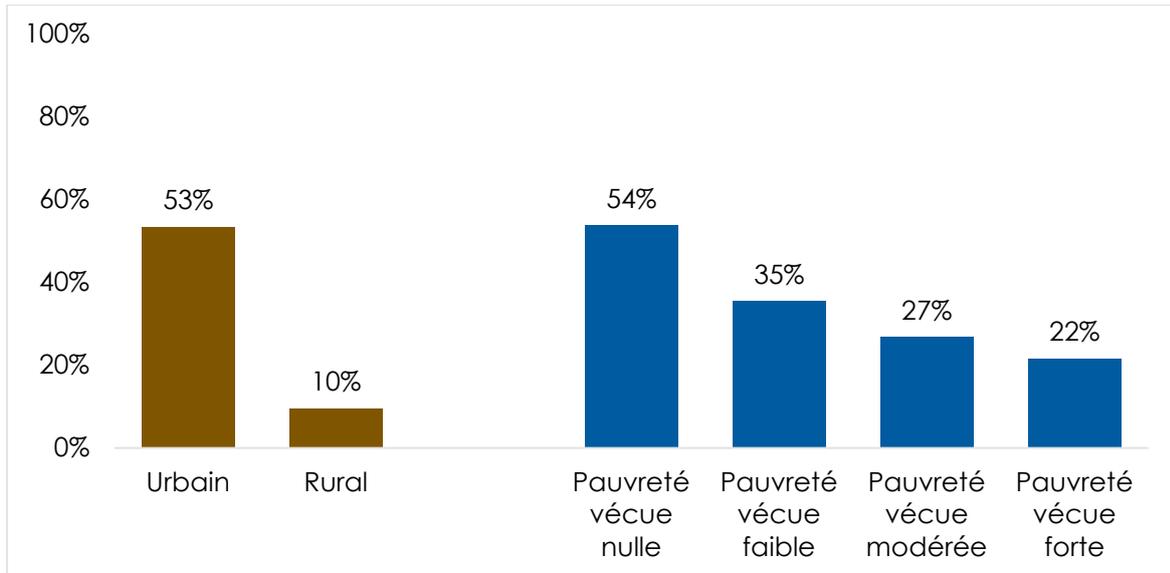
Figure 14 : Système d'égouts dans la zone de dénombrement | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux enquêteurs : Le service suivant est-il présent dans l'unité d'échantillonnage primaire/zone de dénombrement : Système d'évacuation des eaux usées accessible à la plupart des maisons (% qui disent « oui »)

Les ZD urbaines sont cinq fois plus susceptibles de disposer de systèmes d'assainissement que les communautés rurales (53% contre 10%), et les répondants aisés sont plus de deux fois plus susceptibles de vivre dans des zones dotées d'infrastructures d'assainissement que les plus pauvres (54% contre 22%) (Figure 15).

Figure 15 : Système d'égouts dans la zone de dénombrement | par milieu de résidence urbain-rural et pauvreté vécue | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux enquêteurs : Le service suivant est-il présent dans l'unité d'échantillonnage primaire/zone de dénombrement : Système d'évacuation des eaux usées accessible à la plupart des maisons (% qui disent « oui »)

En ce qui concerne les toilettes, un tiers (34%) des Africains déclarent disposer de toilettes ou de latrines à l'intérieur de leur habitation, tandis que 39% en disposent à l'extérieur de l'habitation, mais à l'intérieur de la concession. Un sur cinq (19%) Africains déclarent devoir recourir à des toilettes à l'extérieur de leur habitation, et 8% disent ne pas avoir accès à des toilettes ou à des latrines.

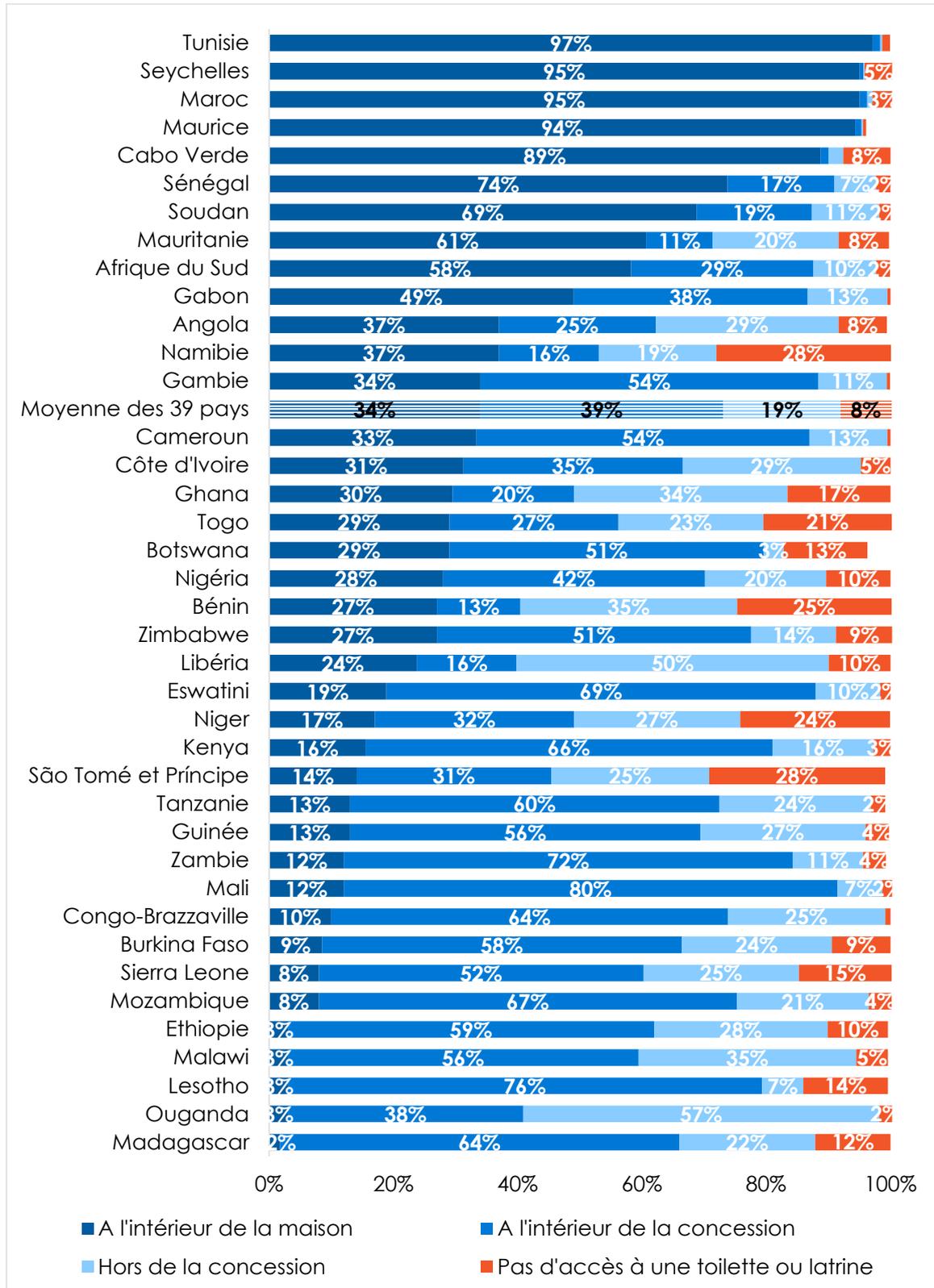
Plus de neuf ménages sur 10 disposent de toilettes à l'intérieur de leur foyer en Tunisie (97%), aux Seychelles (95%), au Maroc (95%) et à Maurice (94%), tandis que ces infrastructures sont rares à Madagascar (2%), en Ouganda (3%), au Lesotho (3%), au Malawi (3%) et en Ethiopie (3%) (Figure 16).

Les ménages n'ayant pas accès à des toilettes/latrines, même à l'extérieur de la concession, sont les plus nombreux en Namibie (28%), à São Tomé et Príncipe (28%), au Bénin (25%), au Niger (24%) et au Togo (21%).

La rareté des toilettes à domicile ne va pas nécessairement de pair avec un défaut généralisé de l'accès aux installations sanitaires : Dans certains pays, une très grande partie de la population utilise des toilettes ou des latrines à l'intérieur de la concession plutôt que dans l'habitation, notamment au Mali (80%), au Lesotho (76%), en Zambie (72%), en Eswatini (69%) et au Mozambique (67%).

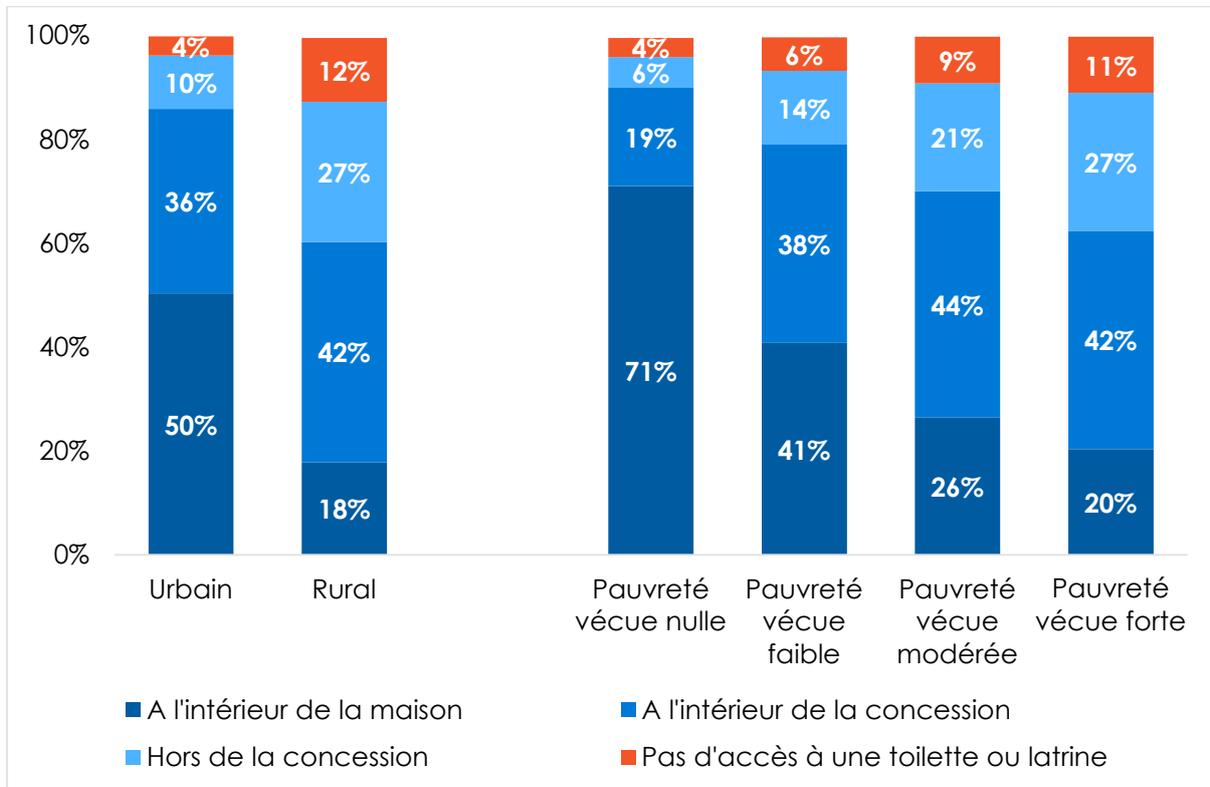
Sans surprise, les ménages urbains sont beaucoup plus susceptibles que les ménages ruraux d'avoir des toilettes à domicile (50% contre 18%), de même que les ménages aisés par rapport aux ménages pauvres (71% contre 20%) (Figure 17).

Figure 16 : Emplacement des toilettes ou des latrines | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Pourriez-vous me dire si l'élément suivant est disponible à l'intérieur de votre maison, à l'intérieur de votre concession ou hors de votre concession : Une toilette ou latrine ?

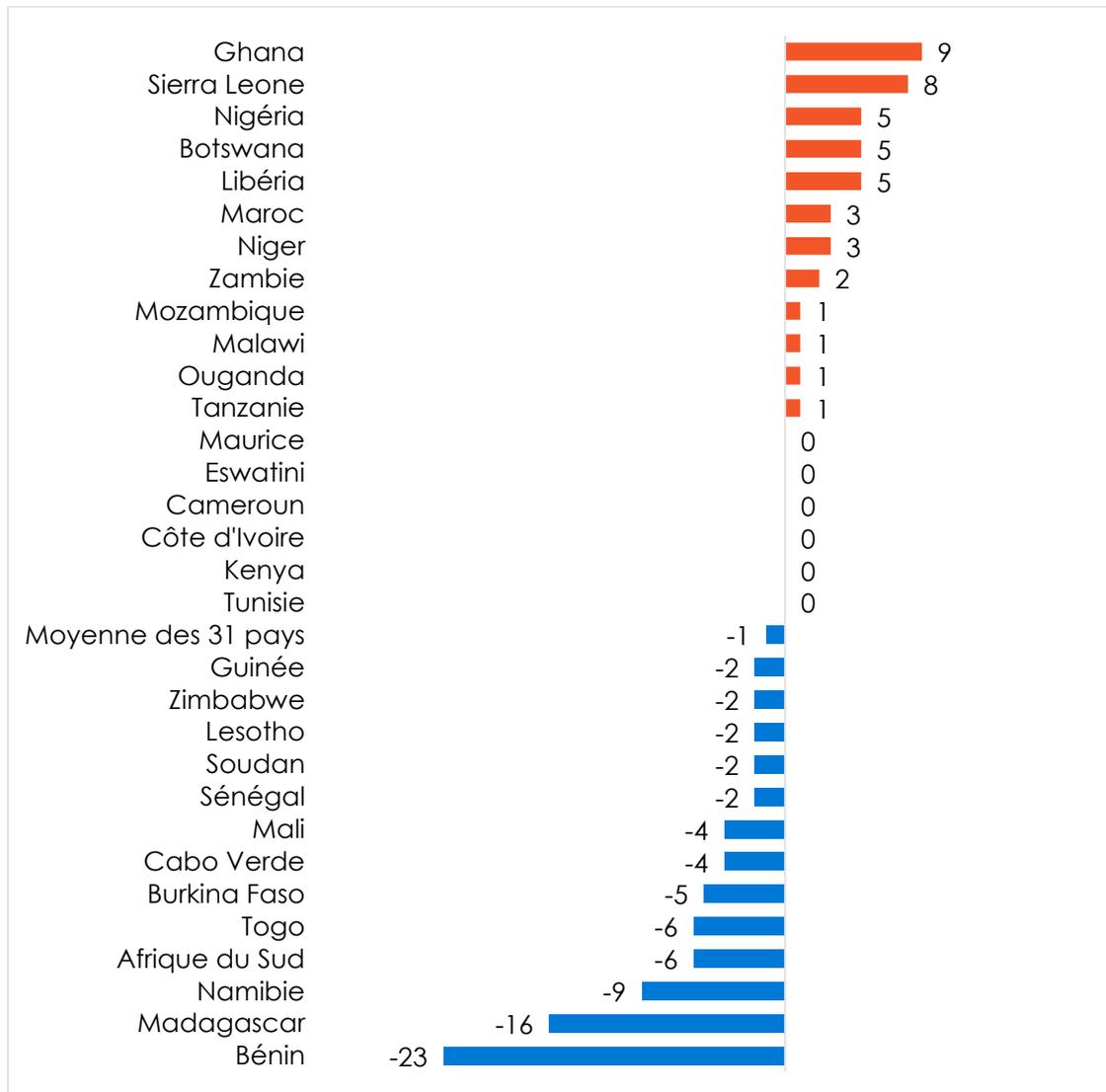
Figure 17 : Emplacement des toilettes ou des latrines | par milieu de résidence urbain-rural et pauvreté vécue | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Pourriez-vous me dire si l'élément suivant est disponible à l'intérieur de votre maison, à l'intérieur de votre concession ou hors de votre concession : Une toilette ou latrine ?

En moyenne à travers 31 pays, la décennie écoulée ne montre aucun progrès quant à la réduction de la proportion de la population n'ayant pas accès à des toilettes ou à des latrines, même en dehors de leur domicile ou de leur concession (Figure 18). Huit pays enregistrent des baisses significatives, notamment le Bénin (-23 points de pourcentage) et Madagascar (-16), tandis que cinq pays enregistrent des hausses, notamment le Ghana (+9 points de pourcentage) et la Sierra Leone (+8).

Figure 18 : Evolution de la proportion de ménages sans accès à des toilettes/latrines
 | 31 pays | 2011-2023



Question posée aux répondants : Pourriez-vous me dire si l'élément suivant est disponible à l'intérieur de votre maison, à l'intérieur de votre concession ou hors de votre concession : Une toilette ou latrine ? (La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre les cycles d'enquête de 2011/2013 et 2021/2023 de la proportion de personnes interrogées qui déclarent ne pas avoir accès à des toilettes ou des latrines à l'intérieur de leur maison, à l'intérieur de leur concession ou à l'extérieur de leur concession.)

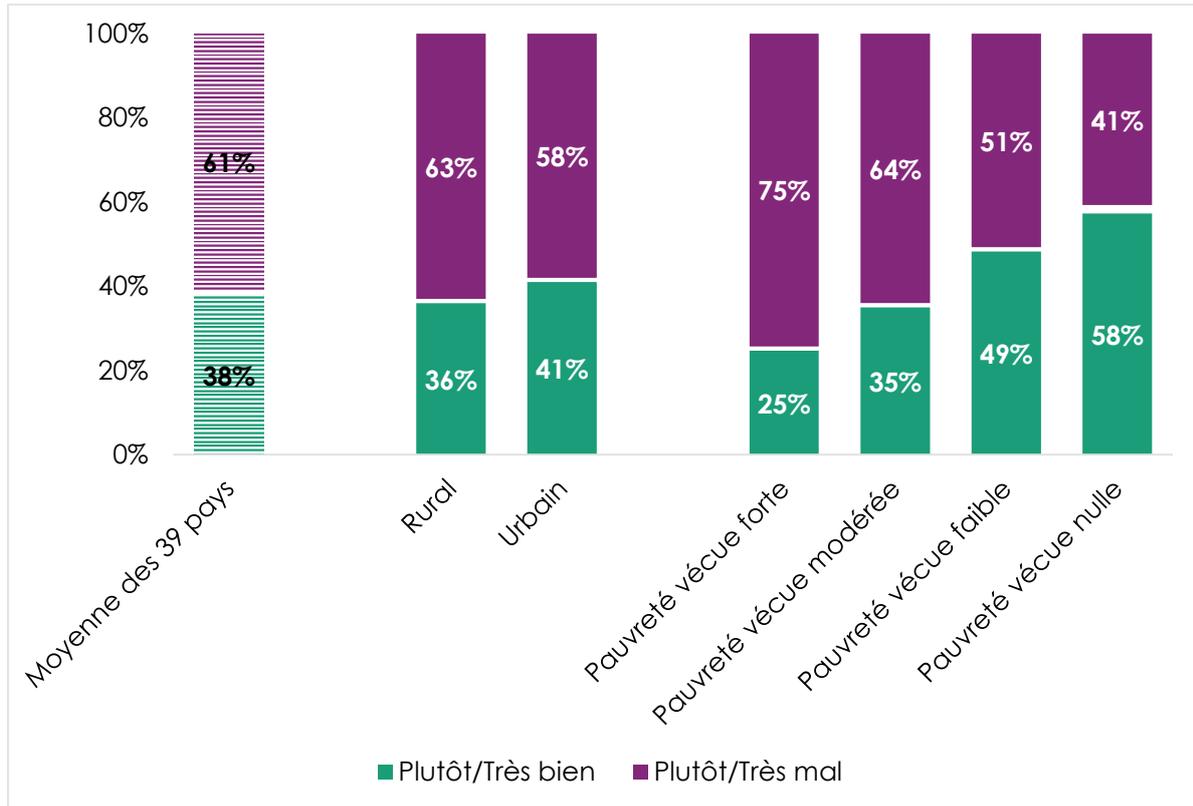
Performance gouvernementale dans la fourniture de services d'eau et d'assainissement

Dans ce contexte de progrès et de défis, comment les Africains évaluent-ils la performance gouvernementale dans la fourniture de services d'eau et d'assainissement ?

Les données Afrobarometer montrent qu'en moyenne à travers 39 pays, la majorité des citoyens (61%) déclarent que leur gouvernement obtient des résultats « plutôt mauvais » ou « très mauvais », tandis que seulement 38% d'entre eux se disent satisfaits de la situation (Figure 19). L'approbation des efforts déployés par le gouvernement en matière d'eau et d'assainissement est légèrement plus élevée dans les villes que dans les zones rurales (41%

contre 36%) et s'accroît avec le statut économique des répondants, de 25% seulement parmi les plus pauvres à 58% parmi ceux qui n'ont aucune expérience de la pauvreté.

Figure 19 : Performance du gouvernement en matière de fourniture de services d'eau et d'assainissement | par milieu de résidence urbain-rural et pauvreté vécue | 39 pays | 2021/2023



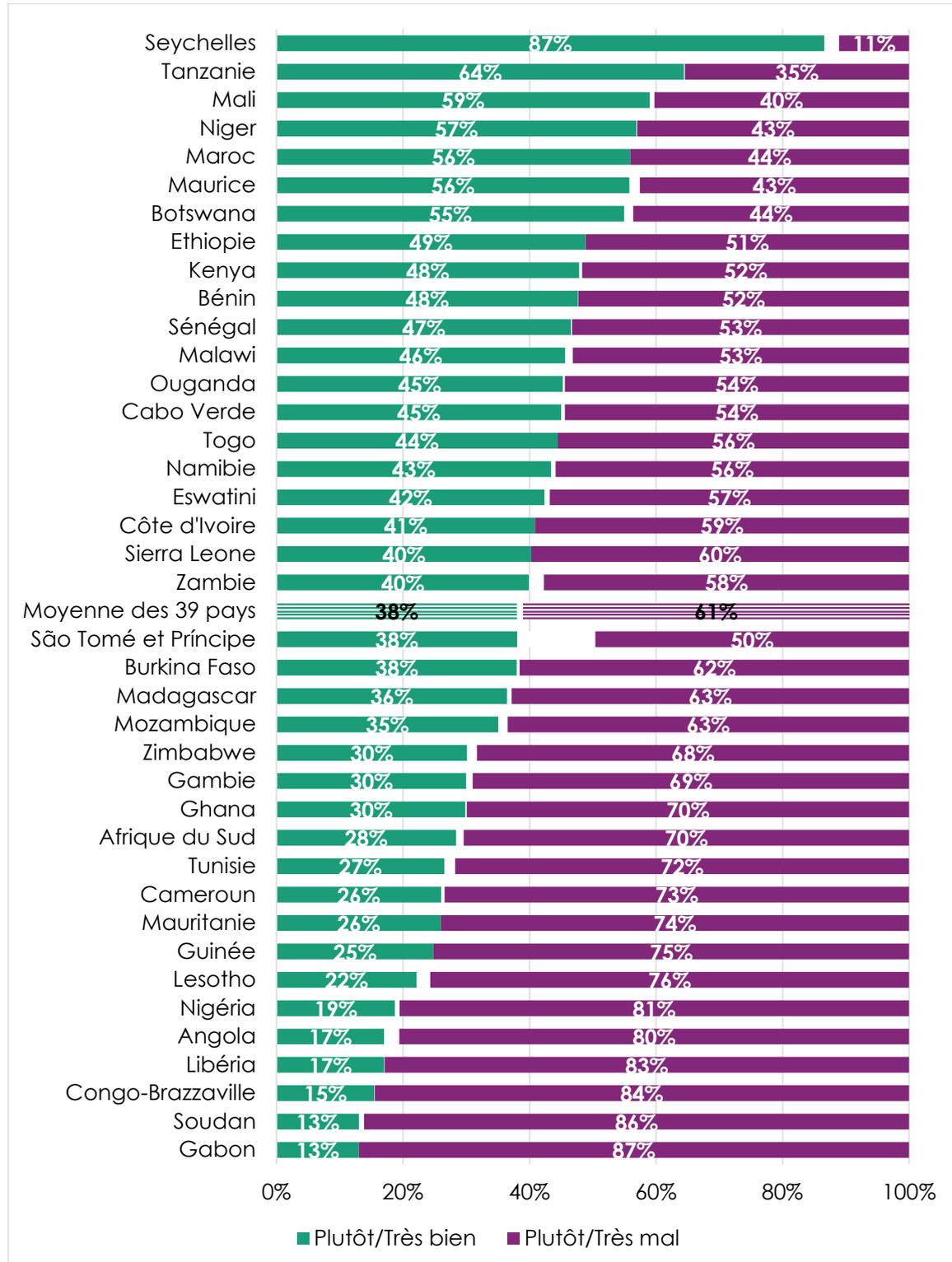
Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la fourniture de services d'eau et d'assainissement, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Les Seychelles – qui ont enregistré la plus grande proportion de ménages n'ayant « jamais » manqué d'eau (88%) (Figure 7) – constituent une exception, avec 87% d'approbation de la performance gouvernementale en matière d'eau et d'assainissement, suivies par la Tanzanie (64%). Mais moins d'un sur cinq citoyens louent les efforts du gouvernement en matière d'eau/assainissement au Gabon (13%), au Soudan (13%), au Congo-Brazzaville (15%), au Libéria (17%), en Angola (17%) et au Nigéria (19%) (Figure 20).

A travers les 30 pays qui ont régulièrement observé cet indicateur depuis 2011/2013, les évaluations positives de la performance gouvernementale en matière d'eau/assainissement ont toujours été minoritaires, enregistrant une légère hausse jusqu'en 2016/2018 (44%), avant de retomber aux niveaux de 2011/2013 (Figure 21).

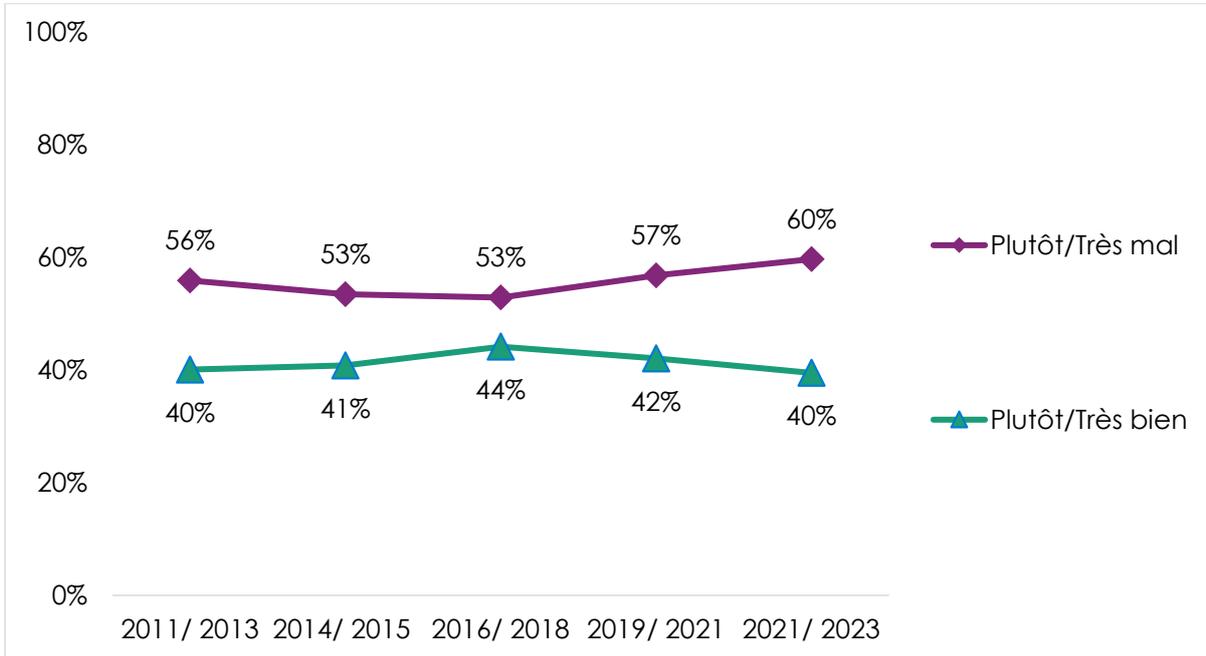
Depuis 2011/2013, les évaluations publiques de la performance gouvernementale se sont considérablement améliorées (de plus de 3 points de pourcentage) dans 11 des 31 pays dont nous disposons de données comparables, avec notamment des améliorations considérables en Tanzanie (+31 points) et au Niger (+25 points) (Figure 22). S'il est resté relativement stable dans huit pays, le taux d'approbation a baissé de manière significative dans 12 pays, particulièrement en Afrique du Sud (-28 points) et au Soudan (-25 points) (Figure 23).

Figure 20 : Performance du gouvernement en matière de fourniture de services d'eau et d'assainissement | 39 pays | 2021/2023



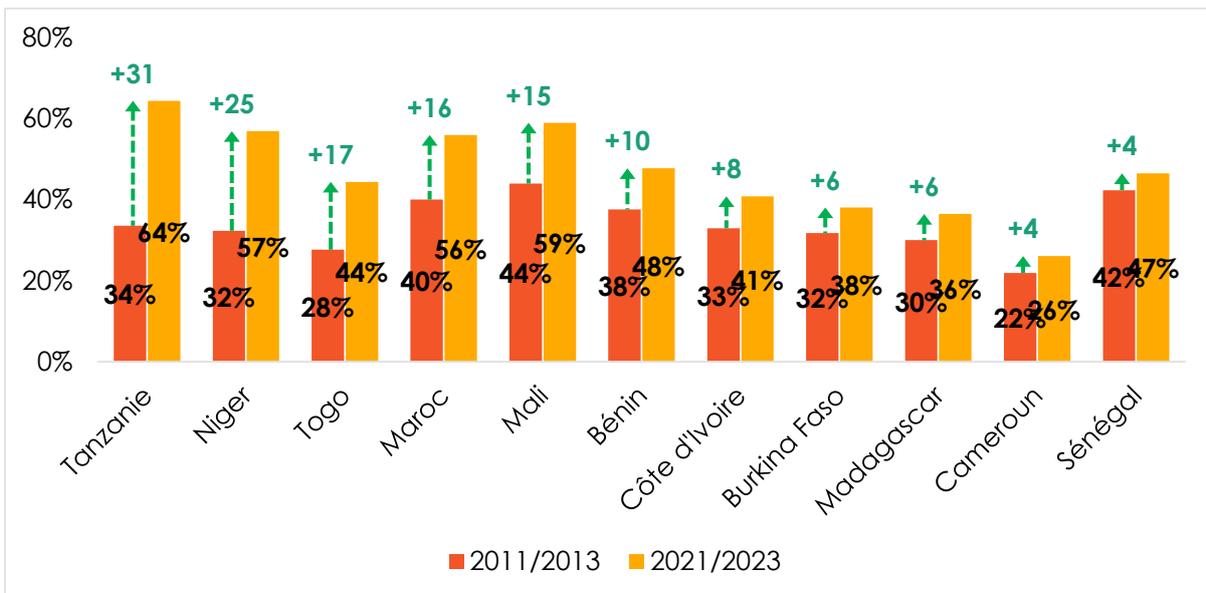
Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la fourniture de services d'eau et d'assainissement, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 21 : Performance du gouvernement en matière de fourniture de services d'eau et d'assainissement | 30 pays | 2011-2023



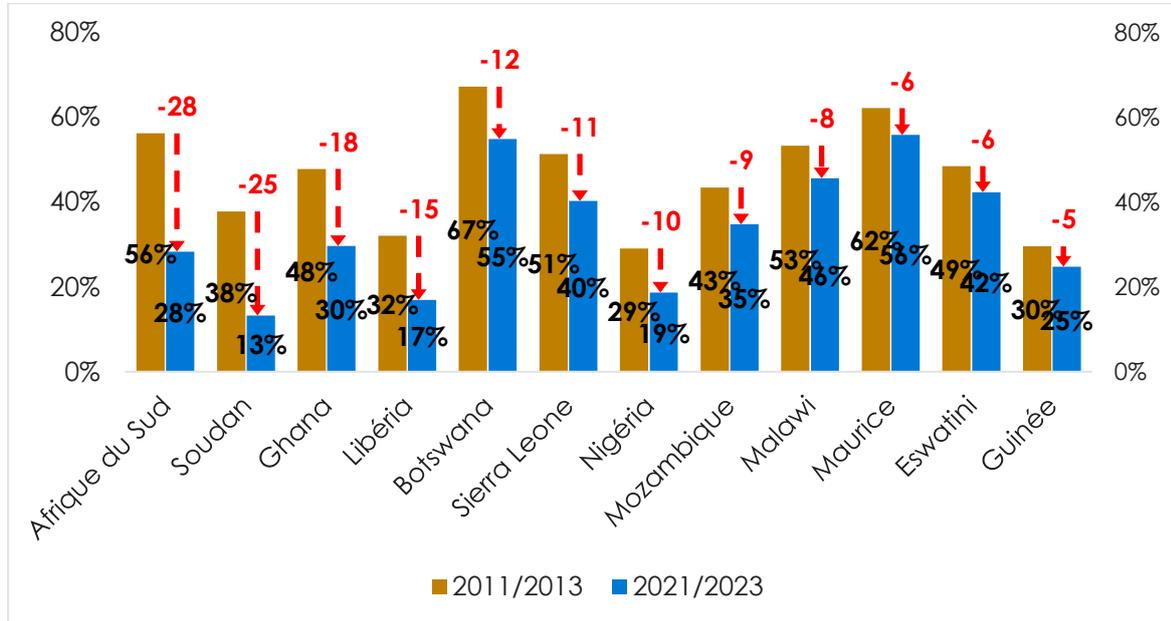
Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la fourniture de services d'eau et d'assainissement, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 22 : Augmentation des évaluations positives de la performance du gouvernement en matière de fourniture de services d'eau et d'assainissement | 11 pays | 2011-2023



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la fourniture de services d'eau et d'assainissement, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre les cycles d'enquête de 2011/2013 et 2021/2023 de la proportion de personnes interrogées qui disent « plutôt bien » ou « très bien »).

Figure 23 : Baisse des évaluations positives de la performance du gouvernement en matière de fourniture de services d'eau et d'assainissement | 12 pays | 2011-2023



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la fourniture de services d'eau et d'assainissement, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre les cycles d'enquête de 2011/2013 et 2021/2023 de la proportion de personnes interrogées qui disent « plutôt bien » ou « très bien »).

Conclusion

Les résultats de l'enquête indiquent que l'approvisionnement en eau et l'assainissement demeurent des enjeux majeurs dans la plupart des pays africains, en particulier pour les populations rurales et les ménages pauvres. La garantie d'un approvisionnement adéquat en eau potable figure en tête des priorités politiques des citoyens, alors que la proportion des personnes confrontées à des pénuries d'eau ne cesse de croître. Les changements climatiques devraient continuer à renforcer la pression pour une action décisive de la part des gouvernements africains, généralement réputés incapables de garantir à leurs citoyens l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, besoins élémentaires.

Références

- Malpass, D., & Sall, M. (2022). A bold response is needed to achieve a water-secure world. World Bank Blogs. 17 mars.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Mumssen, Y U. (2022). Bold action needed for a water-secure Africa. World Bank Blogs. 17 mars.
- Nations Unies. (2015). Transforming our world: The 2030 agenda for sustainable development.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2023). Improving access to water, sanitation and hygiene can save 1.4 million lives per year, says new WHO report.
- Programme des Nations Unies pour le Développement. (2023). 2023 Africa sustainable development report. Avec la Commission de l'Union Africaine, la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique et la Banque Africaine de Développement.
- Union Africaine. (2015). Agenda 2063 : Vue d'ensemble.
- Union Africaine. (2023). Concrete actions towards water security in Africa brought forward as the continent prepares its water investment action plan. News release. 18 septembre.

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain d'Afrobarometer au titre du Round 9 et des rounds précédents

Pays	Travaux de terrain du Round 9	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Nov.-déc. 2022	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018, 2021
Angola	Fév.-mars 2022	2019
Bénin	Janv. 2022	2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020
Botswana	Juin-juillet 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Burkina Faso	Sept.-oct. 2022	2008, 2012, 2015, 2017, 2019
Cabo Verde	Juillet-août 2022	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2019
Cameroun	Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Congo-Brazzaville	Juin-juillet 2023	NA
Côte d'Ivoire	Nov.-déc. 2021	2013, 2014, 2017, 2019
Eswatini	Oct.-nov. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Ethiopie	Mai-juin 2023	2013, 2020
Gabon	Nov.-déc. 2021	2015, 2017, 2020
Gambie	Août-sept. 2022	2018, 2021
Ghana	Avril 2022	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Guinée	Août 2022	2013, 2015, 2017, 2019
Kenya	Nov.-déc. 2021	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016, 2019
Lesotho	Fév.-mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2020
Libéria	Août-sept. 2022	2008, 2012, 2015, 2018, 2020
Madagascar	Avril-mai 2022	2005, 2008, 2013, 2015, 2018
Malawi	Fév. 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Mali	Juillet 2022	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020
Maroc	Août-sept. 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Maurice	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2020
Mauritanie	Nov. 2022	NA
Mozambique	Oct.-nov. 2022	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018, 2021
Namibie	Oct.-nov. 2021	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Niger	Juin 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Nigéria	Mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017, 2020
Ouganda	Janv. 2022	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019
São Tomé et Príncipe	Déc. 2022	2015, 2018
Sénégal	Mai-juin 2022	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021
Seychelles	Déc. 2022	NA
Sierra Leone	Juin-juillet 2022	2012, 2015, 2018, 2020
Soudan	Nov.-déc. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Tanzanie	Sept.-oct. 2022	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2021
Togo	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2021
Tunisie	Fév. Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Zambie	Août-sept. 2022	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017, 2020
Zimbabwe	Mars-avril 2022	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017, 2021

Mohamed Najib Ben Saad est responsable de la qualité des données pour Afrobarometer. Email : mohamednajibbensaad@afrobarometer.org.

George William Kayanja est chercheur à Hatchile Consult Ltd, partenaire national d'Afrobarometer en Ouganda. Email : georgew@hatchileconsult.com.

Stevenson Male Ssevume est chercheur à Hatchile Consult Ltd en Ouganda. Email : stevenson@hatchileconsult.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.



Dépêche d'Afrobarometer No. 784 | 19 mars 2024